

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 07 AVRIL 2009

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : POTTIEZ P., SENECAUT M. et DELHAYE-DEBAUQUE I.

La Présidente ouvre la séance à 20 heures.

Elle soumet au vote du Conseil Communal l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour : 6Bis – Tutelle générale – modification du Cahier Spécial des Charges 2009-06-SG-FB – Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le C.P.A.S. de Jurbise.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Accepte, à l'unanimité, l'ajout du point 6Bis.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 23 FEVRIER 2009 - PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 23 février 2009 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 23 MARS 2009 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 23 mars 2009, à savoir : un solde débiteur de 1.221.396,56€.

3. FINANCES – APPROBATION DE LA DOTATION DE LA ZONE DE POLICE REVUE SUITE AU CONSEIL DE POLICE DU 11 MARS 2009 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

Vu la circulaire ministérielle PLP 45 traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2009 à l'usage de la Zone;

Vu la circulaire ministérielle du 18 septembre 2008 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

Attendu que le Conseil Communal, en séance du 16 décembre 2008, a admis une dépense de transfert d'un montant de 606.686,55 euros aux fins de couvrir la dotation communale à la Zone de police;

Vu la délibération du Conseil Police de la Zone de Sylle & Dendre du 10 mars 2009 approuvant le budget de la Zone de police de l'exercice 2009;

Attendu que suite à l'approbation du budget de la Zone de police, un supplément communal de 62.571,50 doit être inscrit en modification budgétaire n°1 du budget communal de l'exercice 2009 pour couvrir l'entièreté des frais de fonctionnement de la Zone de police;

Décide : à l'unanimité

Article 1er : D'admettre en modification budgétaire n°1 du budget communal de l'exercice 2009 une dotation communale supplémentaire de 62.571,50 euros à la Zone de police Sylle & Dendre.

Article 2 : D'approuver un montant global de 669.258,05 euros relatif à la part communale exercice 2009 de la Commune de Jurbise pour couvrir les frais de fonctionnement de la Zone de police Sylle et Dendre.

Article 3 : De transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Receveur Communal et à la Tutelle spéciale.

4. CREATION D'UN SERVICE DE GARDIENS DE LA PAIX A JURBISE – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE et Monsieur MULLER demandent à la Présidente qui va assurer ce service.

La Présidente précise que dans un premier temps, un agent du Service Propreté ayant suivi la formation d'agent constatateur sera affecté à cette tâche et qu'à l'avenir, tous les agents constatateurs suivront la formation de gardiens de la Paix.

Monsieur BREUSE souhaite savoir si ce service fera l'objet d'un subside.

La Présidente répond qu'il fera l'objet d'une aide financière régionale.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 15 Mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'Arrêté ministériel du 07 Décembre 2008 relatif à la tenue de travail et à l'emblème des « gardiens de la paix »;

Vu l'article 119 bis, § 6, alinéa 2, 1° de la Nouvelle Loi Communale, inséré dans la Loi du 13 Mai 1999 et modifié par les lois des 26 Juin 2000, 07 Mai 2004, 17 Juin 2004 et 20 Juillet 2005, complété par la Loi du 15 Mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu le Règlement Général de Police de la Commune de Jurbise;

Attendu que la Loi du 15 Mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, précise, en son article 6, § 1^{er}, que la commune organisatrice rend publique par une décision du Conseil communal la création du service des gardiens de la paix, la définition de ses tâches, le nom du fonctionnaire communal chargé de diriger ce service et la manière dont les citoyens peuvent déposer plainte contre le service des gardiens de la paix auprès de la commune organisatrice;

Vu la délibération du Collège communal du 09 Mars 2009, décidant de soumettre à la délibération du Conseil communal la création d'un service des gardiens de la paix, la définition des missions des gardiens de la paix, le nom du fonctionnaire communal chargé de diriger ce service et la manière dont les citoyens pourront déposer plainte à l'égard du service des gardiens de la paix;

Attendu qu'une partie des formations nécessaires pour la fonction de gardien de la paix a déjà été suivie par certains membres du personnel communal, et que la fin de ces formations est prévue pour l'année 2009;

Vu l'intérêt jugé réel, pour la Commune de Jurbise, de disposer d'un service de gardiens de la paix, dont les missions seront, sur base de la Loi du 15 Mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale :

- la sensibilisation du public à la sécurité et à la prévention de la criminalité;
- l'information des citoyens en vue de garantir le sentiment de sécurité ainsi que l'information et le signalement aux services compétents des problèmes de sécurité, d'environnement et de voirie;
- l'information des automobilistes au sujet du caractère gênant ou dangereux du stationnement fautif et la sensibilisation de ceux-ci au respect du règlement général sur la police de la circulation routière et à l'utilisation correcte de la voie

publique, ainsi que l'aide pour assurer la sécurité de la traversée d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées;

- la constatation d'infractions aux règlements et ordonnances communaux dans le cadre de l'article 119bis, §6, de la nouvelle loi communale, qui peuvent exclusivement faire l'objet de sanctions administratives, et éventuellement la constatation d'infractions aux règlements communaux en matière de redevance;
- l'exercice d'une surveillance de personnes en vue d'assurer la sécurité lors d'événements organisés par les autorités.

Vu la décision du Collège communal de proposer le nom de Monsieur Stéphane GILLARD, responsable du Service juridique de l'Administration communale, comme fonctionnaire chargé de diriger le service des gardiens de la paix;

Vu la décision du Collège communal de proposer que toute plainte de citoyens à l'égard du service des gardiens de la paix, fasse l'objet d'un courrier signé, reprenant les motifs et fondements de la plainte, et soit envoyée à la Commune de Jurbise à l'intention de la Bourgmestre;

DECIDE : à l'unanimité

ARTICLE 1ER. – de créer un service des gardiens de la paix pour la commune de Jurbise.

ARTICLE 2. – de définir les missions de ces gardiens de la paix de la manière suivante :

- la sensibilisation du public à la sécurité et à la prévention de la criminalité;
- l'information des citoyens en vue de garantir le sentiment de sécurité ainsi que l'information et le signalement aux services compétents des problèmes de sécurité, d'environnement et de voirie;
- l'information des automobilistes au sujet du caractère gênant ou dangereux du stationnement fautif et la sensibilisation de ceux-ci au respect du règlement général sur la police de la circulation routière et à l'utilisation correcte de la voie publique, ainsi que l'aide pour assurer la sécurité de la traversée d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées;
- la constatation d'infractions aux règlements et ordonnances communaux dans le cadre de l'article 119bis, §6, de la nouvelle loi communale, qui peuvent exclusivement faire l'objet de sanctions administratives, et éventuellement la constatation d'infractions aux règlements communaux en matière de redevance;
- l'exercice d'une surveillance de personnes en vue d'assurer la sécurité lors d'événements organisés par les autorités.

ARTICLE 3. – de nommer Monsieur Stéphane GILLARD comme fonctionnaire chargé de diriger le service des gardiens de la paix de la commune de Jurbise.

ARTICLE 4. – que toute plainte de citoyens à l'égard du service des gardiens de la paix, fasse l'objet d'un courrier signé, reprenant les motifs et fondements de la plainte, et soit envoyée à la Commune de Jurbise à l'intention de la Bourgmestre.

5. MARCHE PUBLIC – ACHAT DE PAPIER ET DIVERS FORMATS D'ENVELOPPES POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1^o a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Achat de papier et divers formats d'enveloppes pour l'Administration communale](#)”, le montant estimé s'élève à 8.400,00 € hors TVA ou 10.164,00 €, 21 % TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2009, article [104, 421, 722, 762/12302.2009](#);

Considérant que ce crédit sera financé par [fonds propres](#);

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet “[Achat de papier et divers formats d'enveloppes pour l'Administration communale](#)”. Le montant est estimé à 8.400,00 € hors TVA ou 10.164,00 €, 21 % TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2009, article [104, 421, 722, 762/12302.2009](#).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

6. MARCHE PUBLIC – ACQUISITION D’UN COFFRE-FORT – CONDITIONS ET MODES DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1^o a;](#)

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3;](#)

Considérant que les pannes à répétition rencontrées avec l’actuel coffre-fort incitent à son remplacement, afin de prévenir au maximum, dans le futur, de nouveaux désagréments similaires ;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Acquisition d'un coffre-fort](#)”, le montant estimé s’élève à [3.000,00 € hors TVA ou 3.630,00 €, 21 % TVA compris;](#)

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par [procédure négociée par facture acceptée;](#)

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l’exercice 2009, article [104/74198.2009 \(n° de projet 2009-0005\);](#)

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt ;](#)

DECIDE : à l’unanimité

Article 1er. - D’approuver le marché public ayant pour objet “[Acquisition d'un coffre-fort](#)”. Le montant est estimé à [3.000,00 € hors TVA ou 3.630,00 €, 21 % TVA compris.](#)

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée par facture acceptée.](#)

Article 3. - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l’exercice 2009, article [104/74198.2009 \(n° de projet 2009-0005\).](#)

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**6. BIS TUTELLE GENERALE – MODIFICATION DU CAHIER DES CHARGES
2009-06-SG-FB – REMPLACEMENT ET INSTALLATION DU PARC
INFORMATIQUE POUR LA COMMUNE ET LE C.P.A.S. DE JURBISE**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 23 Février 2009 approuvant le Cahier Spécial des Charges 2009-06-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet « Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise » ;

Vu la décision du Collège communal en sa séance du 16 Mars 2009 approuvant la liste des firmes à consulter;

Vu le courrier de la Direction opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé, en charge de la tutelle générale sur les marchés publics, invitant le Collège communal à corriger une erreur dans le Cahier Spécial des Charges et à en informer le Conseil communal;

Vu qu'il s'agit dans le cas présent d'une erreur de frappe, n'entraînant aucune conséquence pour l'organisation, le bon déroulement et le respect de l'équité requise dans cette procédure de marché;

Attendu que cette erreur avait déjà fait l'objet d'une correction et que les soumissionnaires en avaient été immédiatement avertis;

DECIDE : à l'unanimité

ARTICLE 1ER. : d'approuver la correction du Cahier Spécial des Charges proposée par les autorités de tutelle.

ARTICLE 2. : de transmettre la présente délibération à la Tutelle pour information et au Receveur communal pour disposition.

**7. TRAVAUX – CONTRAT D'ENTREPRISE RELATIF A L'EGOUTTAGE DES
RUES FRANC BOUDIN ET D'ERBISOEUL A HERCHIES – AVENANT N°2 –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à des travaux supplémentaires dans le cadre de l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 13.06.2006, approuvant le cahier spécial des charges et le devis estimatif, fixant le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la délibération du Collège Communal, en sa séance du 12.11.2007, désignant la S.A. TRAVEXPLOIT à Ragnies en qualité d'adjudicataire au montant de 499.912,53 EUR T.V.A.C. pour exécuter les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu le contrat d'agglomération n°53044/02-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l'I.D.E.A.;

Vu l'avenant n° 1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 71.023,40 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E. approuvé lors du Conseil Communal du 07 septembre 2008;

Vu l'avenant n° 2 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 12.479,45 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E.;

Attendu que l'avenant n° 2 entraîne une augmentation du montant du marché de 12.479,45 EUR hors TVA;

Vu l'inscription d'un montant de 207.880,02 EUR à l'article 877.05/732-60.2007 du budget extraordinaire de l'exercice 2009;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°2 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues des Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} – D'approuver l'avenant n°2 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul, et ce au montant de 12.479,45 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E.

Article 2. - D'octroyer à l'entrepreneur un délai supplémentaire de 15 jours ouvrables pour réaliser les travaux définis dans le présent avenant.

Article 3. – De soumettre le présent dossier à l'approbation à l'I.D.E.A.

Article 4. – De transmettre extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique, à l'I.D.E.A. et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**8. TRAVAUX – AMELIORATION ET EGOUTTAGE DU CHEMIN DU PRINCE –
6IEME TRONCON – AVENANT N°2 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à des travaux modificatifs et à des travaux supplémentaires dans le cadre de l'amélioration et de l'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon;

Vu l'inscription du projet au plan triennal des travaux 2004-2005-2006 arrêté par le Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction Publique en date du 13.07.2004;

Vu le contrat d'agglomération n°53044/04-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l' I.D.E.A.;

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 31.10.2006, approuvant le cahier spécial des charges et le devis estimatif, fixant le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la délibération du Collège Communal, en sa séance du 12.11.2007, désignant la S.A. WANTY à Epinois en qualité d'adjudicataire au montant de 1.292.522,61 EUR T.V.A.C. pour exécuter les travaux d'aménagement et d'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon;

Vu l'avenant n°1 au cahier spécial des charges relatif à l'amélioration et à l'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon établi par l' I.D.E.A. et ce au montant de 187.655,05 EUR T.V.A. comprise pour les travaux relatifs à l'assainissement financés par la S.P.G.E.;

Vu l'avenant n°2 au cahier spécial des charges relatif à l'amélioration et à l'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon établi par l' I.D.E.A. et ce au montant de 207.081,32 EUR T.V.A. comprise pour les travaux d'égouttage pré-financés par la S.P.G.E. à 100 %;

Attendu que le montant initial du marché augmenté du montant de l'avenant n°1 et de l'avenant n°2 est de 1.687.258,98 EUR T.V.A.C.;

Vu l'inscription d'un montant 909.657,52 EUR à l'article 42101/732-60.2007 du budget extraordinaire de l'exercice 2009;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°2 au cahier spécial des charges relatif à l'amélioration et à l'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver l'avenant n°2 au cahier spécial des charges relatif à l'amélioration et à l'égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon, et ce au montant de 207.081,32 EUR T.V.A. comprise S.P.G.E.

Article 2. - De ne pas octroyer à l'entrepreneur de délai supplémentaire pour réaliser les travaux définis dans le présent avenant.

Article 3. – De transmettre extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A., au service de la tutelle du Ministère de la Région Wallonne et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

9. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – ORGANISATION DU STATIONNEMENT DANS LA RUE DES MASNUY A MASNUY-SAINT-PIERRE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 11 mars 2009;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE d'approuver à l'unanimité :

Article 1^{er} – Dans la rue des Masnuy :

- le stationnement alterné semi mensuel existant entre les n°306 et 334 est abrogé;
- le stationnement est organisé en partie sur l'accotement en saillie :
 - du côté pair, le long des n°302 et 304 et le long des n°306 à 320;
 - du côté impair, entre l'opposé du n°306 et le 325;
- le stationnement est organisé en totalité sur l'accotement en saillie, du côté pair, le long des n°334 et 336.

Article 2 - Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées laissant un cheminement de 1,5 mètre de largeur pour les piétons, sur l'accotement en saillie, et un couloir de circulation de minimum 5 mètres sur la chaussée.

Article 3 Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

10. URBANISME – ADOPTION D'UN PERIMETRE DE REMEMBREMENT URBAIN « EX.CERABATI » - APPROBATION

Monsieur HALLOT demande si la C.C.A.T.M. de Jurbise a été sollicitée dans le cadre de ce projet.

La Présidente fait remarquer que le point traite du principe d'adoption d'un périmètre de remembrement urbain et que nous sommes encore loin d'un projet concret, mais que la C.C.A.T.M. sera tenue au courant de l'évolution de ce dossier.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le plan de secteur de Mons-Borinage approuvé par l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 9/11/1983;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié et tout particulièrement par le décret du 01 juin 2006 modifiant les articles 4, 111 et 127 du code précité et publié au Moniteur belge du 15 juin 2006;

Vu l'article 4 de décret précité qui complète l'article 127 §1^{er}, alinéa 1^{er} par un 8°, initiant le périmètre de remembrement urbain;

Vu la zone d'activité économique mixte dite « CERABATI» et comprise entre les terrains de la SNCB et les rues de la Gare et l'arrière du bâti de la rue de Ghlin;

Attendu que l'entreprise actuellement sur ce site est désaffectée;

Considérant dès lors que cet état de fait est susceptible, à moyen ou à long terme, de nuire gravement à l'image de la commune et de devenir préjudiciable au voisinage résidentiel;

Attendu qu'au plan de secteur cette zone d'activité économique mixte est ceinturée par des zones d'habitat;

Considérant qu'en date du 6 août 1991, un permis de lotir de 6 lots bâtissables (réf. 10.213/55L) a été octroyé à Monsieur Meunier Guy mandaté par Monsieur Wilpart alors que ces parcelles faisaient parties elles aussi de la zone d'activité économique mixte, à l'époque en zone artisanale et de l'ancien site « Cérabati »;

Attendu que pour ce site le propriétaire (Madame Goedart) souhaite investir sur ces biens dans le cadre d'une mixité urbaine (logement, activités tertiaires, espaces publics, voirie, ...);

Considérant dès lors qu'une synergie doit être trouvée entre les projets privés et les aspirations publiques et qu'un périmètre de remembrement urbain cohérent doit être arrêté conformément à l'article 127 §1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°;

Vu le périmètre proposé;

Attendu que ce périmètre présente une superficie de 1 ha 61 a et 90 ca et que bien qu'une étude d'incidences sur l'environnement ne soit dès lors pas requise conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la demanderesse a néanmoins souhaité en réaliser une;

Attendu que cette étude d'incidences sur l'environnement devra être réalisée par l'investisseur privé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre 1^{er} du Code de l'environnement (Moniteur belge du 04 mai 2005);

D E C I D E : à l'unanimité

Article 1^{er} : D'adopter le périmètre de remembrement urbain qui comprend les parcelles et voiries telles que reprises au plan annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'inviter le promoteur privé à réaliser une étude d'incidences sur l'environnement conformément aux dispositions du Livre 1^{er} du Code de l'environnement.

Article 3 : De transmettre la présente et ses annexes pour information aux autorités de tutelle et de transmettre, après enquête publique, le dossier complet pour approbation à ces mêmes autorités.

11. PRESENTATION DU PROJET MONS 2015 PAR MONSIEUR YVES VASSEUR

LE CONSEIL COMMUNAL,

Assiste à la présentation du projet « MONS 2015 » par Monsieur Yves VASSEUR.

12. QUESTIONS ORALES

Monsieur BREUSE fait remarquer un manquement à la signalisation routière à la rue de Soignies (côté chemin des Hauts Arbres). Il questionne ensuite la Présidente sur la distribution des sacs poubelles gratuits.

Mademoiselle GALANT signale qu'un complément d'information sera diffusé dès demain et que d'autres dates de distribution seront arrêtées prochainement.

Mademoiselle MORCLETTE demande que l'adaptation de la signalisation au niveau des travaux du chemin du Prince soit faite de manière régulière.

Monsieur MULLER fait remarquer que le Collège Communal s'était engagé lors de la séance du 20 mai 2008, à procéder au traçage physique de l'assiette de la Voie Nisolle et qu'à ce jour, rien n'est fait.

HUIS CLOS

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,